RAPPORT D'ACTIVITES 2013

COMMISSION NATIONALE POUR LES DROITS DE L'ENFANT

ACCORD DE COOPERATION DU 19 SEPTEMBRE 2005 ENTRE L'ETAT, LA COMMUNAUTE FLAMANDE, LA REGION FLAMANDE, LA COMMUNAUTE FRANCAISE, LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE, LA REGION WALLONNE ET LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE PORTANT CREATION D'UNE COMMISSION NATIONALE POUR LES DROITS DE L'ENFANT

Article 13

« La Commission publie annuellement un rapport sur ses activités et l'utilisation du budget mis à sa disposition. Celui-ci est établi dans les trois langues nationales et transmis aux différents gouvernements, au Parlement fédéral et aux Parlements des entités fédérées. »

Avant-propos **5**

Chapitre 1 : La Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant **7**

1 La présidence et le Secrétariat de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant 7

1.1 Composition 7

1.2 Moyens financiers 7

2 Les Vice-Présidents 7

3 Le Bureau exécutif de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant 8

4 Les membres 8

Chapitre 2: Activités de la Commission **9**

1 Contribution à la rédaction de documents en lien avec les droits de l'enfant 9

2 Mission d'avis 9

2.1 Groupe d'experts en vue d'une implémentation child-friendly du troisième protocole à la CIDE établissant une procédure de présentation de communications 10

2.2 Avis dans le cadre de la rédaction de la réponse belge au questionnaire annuel de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) sur la prévention de la maltraitance d'enfants et d'autres expériences nocives pendant l'enfance 10

2.3 Avis au SPF Affaires Etrangères dans le cadre de la préparation de la 22e session du Conseil des droits de l'homme 10

2.4 Avis dans le cadre de la préparation du rapport UNICEF et OHCHR à destination de l'Assemblée générale lors de sa 68ième session droits de l'enfant 10

2.5 Avis à l'UNHCR concernant son projet 'best interest determination' pour MENA en Europe occidentale 10

2.6 Avis dans le cadre de la réponse belge au questionnaire de la FRA concernant ses priorités pour les années prochaines et la façon dont les travaux de la FRA sont pris en compte 11

2.7 Avis dans le cadre de l'étude de la CE 'Children's involvement in judicial proceedings' 11

2.8 Contribution dans le cadre d'un questionnaire des N.U. sur l'accès à la justice 11

2.9 Analyse des structures intergouvernementales et de structures d'avis (interfédérales) mises en place en Belgique 11

2.10 Avis dans le cadre de la contribution belge au rapport de l'OHCHR en matière d'enregistrement des naissances 11

2.11 Autres avis émis 12

3 Autres projets effectués 12

3.1. Suivi de la façon dont les entités donnent suite aux observations finales du Comité des droits de l'enfant formulées dans le cadre des 3ième

et 4ième rapports périodiques concernant la CIDE et du rapport initial OPSC 12

3.2. Organisation de la Conférence 'Vers une implémentation child-friendly du protocole de plainte à la CIDE' 13

3.3. Rédaction et évaluation du plan de gestion 2013 et rédaction plan de gestion 2014 13

3.4 Envoi de newsletters 13

4 La journée nationale des droits de l'enfant 13

5 Projets en cours 14

5.1 Elaboration d'un canevas de rapport périodique CIDE 14

5.2 Préparation de la rédaction du rapport intermédiaire du suivi par les entités des observations finales du Comité des droits de l'enfant formulées dans le cadre des 3ième et 4ième rapports périodiques concernant la CIDE et du rapport initial OPSC 14

5.3 Préparation d'une étude sur les indicateurs des droits de l'enfant et le child budgeting 15

Annexes **16**

Annexe 1: Rapport financier 2013 16

Annexe 2 : Listes des membres 18

Annexe 3 : Activités autour de la journée nationale des droits de l'enfant, 20 novembre 2013 59

Annexe 4 : Activités de la Commission 62

Annexe 5: Réunions externes, journées d'études, congrès et représentations 62

Annexe 6 : Formations et certificats obtenus 64

Annexe 7 : Publications de ou concernant la CNDE 64

Avant-propos

Le présent rapport d'activités résume de manière succincte les travaux entrepris par la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant en 2013.

Les principales activités ont porté sur la digitalisation du canevas de rapport CIDE, sur la rédaction d'un dernier avis du groupe d'experts en vue d'une implémentation child-friendly du troisième protocole à la CIDE établissant une procédure de présentation de communications et sur des concertations au sein de la CNDE concernant deux demandes cruciales du Comité dans le cadre du rapport sur les droits de l'enfant: exprimer en données chiffrées la politique menée à l'égard des enfants et offrir de la transparence concernant le budget alloué aux enfants.

Après le développement du canevas de rapport susmentionné en étroite collaboration avec un représentant mandaté à cette fin par chacun des pouvoirs publics concernés, sa soumission à plusieurs représentants de la société civile et ensuite son approbation par les membres avec voix délibérative, sa conversion en un canevas électronique a été confiée aux services du SPF P&O. Toutefois, fin 2013 ce dernier a, pour des raisons budgétaires, dû décider de mettre fin à ce projet. A partir de début 2014, le secrétariat de la CNDE établira une solution alternative en autogestion.

En vue d'obtenir un consensus au niveau national portant sur une méthodologie pour le développement d'indicateurs des droits de l'enfant, le secrétariat de la CNDE a élaboré un état des lieux et une proposition de pistes de travail possibles qui seront présentés aux membres avec voix délibérative début 2014, en vue de la poursuite des travaux en séance plénière, sous l'accompagnement du secrétariat de la CNDE et d'experts externes.

Une étude exploratrice concernant le child budgeting en Belgique a également été menée. Elle a été soumise à l'avis d'acteurs des droits de l'enfant flamande et francophones et sera publié au printemps 2014 dans des revues flamande et francophone en vue de continuer la réflexion en la matière et de procéder à une étude de faisabilité.

Ces projets ont été complétés par une remise d'avis systématique lors de tout rapport et déclaration belge à l'intention d'instances internationales dans des matières qui concernent (notamment) des enfants.

Des avis ont également été rendus à la demande de plusieurs instances belges et internationales.

Sarah D'hondt, Présidente

CHAPITRE 1 : La Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant

1 La présidence et le Secrétariat de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant

1.1 Composition

Une nouvelle attachée francophone, Mme Catherine Péters, est entrée en service le 12 novembre 2013. Elle remplace M. David Duculot, qui a quitté le Secrétariat le 13 décembre 2011.

Mme Siska Van de Weyer, attachée néerlandophone, a pris son congé de maternité du 10 avril au 24 juillet 2013. Ensuite, elle a pris une interruption de carrière à mi-temps du 1er septembre au 30 novembre 2013. Elle a quitté le secrétariat le 1er décembre 2013. Une procédure de sélection en interne a été lancée par le cabinet Justice, en vue de son remplacement.

1.2 Moyens financiers

Pour l'année d'activité 2013, tous les gouvernements, sauf le gouvernement fédéral, ont calculé leur contribution sur base d'un budget total de € 234.000. Ce montant a été complété par une partie du solde des années précédentes afin d'attribuer à la CNDE un budget total de € 253.776,40.

Comme en 2012, le gouvernement fédéral a limité sa contribution aux frais de personnel de l'attachée et de la secrétaire et de leur transport public. Contrairement aux années 2007 et 2008, le solde n'a pas été versé à destination du poste 'frais de fonctionnement'. Pour l'année 2013, ceci implique une contribution non-perçue de € 57.679,72. A part sa contribution financière, le gouvernement fédéral prend également sur lui l'hébergement du secrétariat de la CNDE.

Les gouvernements des Communautés française, germanophone et flamande, le gouvernement wallon, la Commission communautaire française et le Collège réuni de la Commission communautaire commune ont payé leur contribution intégrale en 2013. Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale doit encore y procéder au moment de la publication du présent rapport d'activités.

Le budget total reçu pour 2013 était de € 174.327, 37.

€ 222.195,89 ont été utilisés par rapport à un budget alloué à concurrence de € 253.776, 40.

Le solde final total s'élevait à € 18.988, 57 au 31 décembre 2013.

Un aperçu est joint en annexe 1.

2 Les Vice-Présidents

La vice-présidence de l'autorité flamande a encore été exercée faisant fonction par l'Agentschap Sociaal-Cultureel Werk voor Jeugd en Volwassenen (afdeling Jeugd), dans la personne de M. Joost Van Haelst, coordinateur « droits de l'enfant ».

La vice-présidence francophone est restée vacante.

3 Le Bureau exécutif de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant

Le Bureau Exécutif de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant est composé du président, des vice-présidents et de sept membres. Dans la mesure du possible, trois des sept membres du Bureau sont des membres ayant voix consultative qui représentent la société civile. Les quatre autres membres sont des membres ayant voix délibérative[1].

En 2013, le Bureau était composé comme suit :

Madame Sarah D'hondt, Présidente de la CNDE

M. Alexander Hoefmans, représentant du Gouvernement fédéral, remplacé depuis juillet 2013 par M. Benjamin Baelus (suppléant: Mme Isabelle Heyndricks)

Madame Suzy Bleys, représentante du Gouvernement flamand (suppléant: Monsieur Peter Casteur)

Monsieur Benoît Parmentier, représentant du Gouvernement de la Communauté française (suppléante : Madame Dominique Rossion)

Madame Aurélie Herremans, représentante de la Commission communautaire commune de Bruxelles Capitale

Monsieur Joost Van Haelst, vice-président faisant fonction pour la Communauté flamande

Le Bureau et les membres avec voix délibérative se concertaient systématiquement ensemble. Ils ont pris les décisions de gestion journalière, ont préparé les orientations pour 2013 et en ont assuré le suivi. Par ailleurs, il a approuvé le rapport d'activités 2012 et a examiné la demande du budget pour 2014.

4 Les membres

Les listes des membres de l'année 2013, représentant la composition de la CNDE au moment de la conférence du 29 mars 2013 et de la journée nationale des droits de l'enfant du 20 novembre 2013, sont disponibles en annexe 2.

1 Article 12 du Règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE 2 : Activités de la Commission

1 Contribution à la rédaction de documents en lien avec les droits de l'enfant

a. Coordination de la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du dialogue annuel sur les droits de l'enfant au sein du Conseil des droits de l'homme des N.U. et lors du débat interactif concernant la violence à l'égard des enfants

L'intervention de la Belgique lors du dialogue annuel sur les droits de l'enfant au sein du Conseil des droits de l'homme des N.U. (le 7 mars 2013), sous le thème 'droit à la santé', a été coordonnée par la présidente de la CNDE. Voir https://1168.fedimbo.belgium.be/sites/1168.fedimbo.belgium.be/files/explorer/BE_annual_day.pdf.

La présidente de la CNDE a également contribué à la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du débat interactif concernant la violence à l'égard des enfants, mené avec le 'Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution d'enfants et la pornographie mettant en scène des enfants' et avec la 'Représentante spéciale du Secrétaire Général sur la violence à l'égard des enfants' (Genève, 6 mars 2013). Voir https://1168.fedimbo.belgium.be/sites/1168.fedimbo.belgium.be/files/explorer/BE_intervention_CP.pdf.

b. Contribution à la rédaction du rapport initial de la Belgique concernant la Convention relative aux disparitions forcées (CED)

La présidente de la CNDE a fait une contribution sur le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant comme considération primordiale dans l'application de la Convention.

c. Coordination de la rédaction de la réponse belge au questionnaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la mortalité et morbidité évitables des enfants âgés de moins de 5 ans en tant que problème de droits de l'homme (résolution 24/11 du Conseil des droits de l'homme)

La présidente de la CNDE a rédigé un projet de réponse de la Belgique sur base de déclarations belges antérieures et d'informations disponibles au niveau des différentes instances belges concernées. Ce projet a été complété par les représentants des entités. Voir https://1168.fedimbo.belgium.be/sites/1168.fedimbo.belgium.be/files/explorer/annexe_5_Child_mortality-1.pdf pour la réponse de la Belgique.

2 Mission d'avis

Remarque préalable :

Le timing des avis sousmentionnés était systématiquement trop limité pour permettre à la présidente d'aller pus loin que des suggestions personnelles.

Evidemment, dans ce cadre, le principe a été respecté de préalablement soumettre au Bureau des points de vue potentiellement controversiels. Une telle situation ne s'est toutefois pas présentée en 2013.

2.1 Groupe d'experts en vue d'une implémentation child-friendly du troisième protocole à la CIDE établissant une procédure de présentation de communications

Le Secrétariat de la CNDE a mis en place un groupe d'experts composé de plusieurs membres ayant voix consultative de la CNDE ainsi que d'autres acteurs de la société civile, qui a élaboré un avis en vue d'initiatives des entités publiques dans le cadre de la mise en œuvre child-friendly du protocole dès sa ratification et entrée en vigueur.

Les participants à ce groupe d'experts n'étant disponibles qu'à partir de juin, le groupe a entamé ses travaux en juin, avec un retard de deux mois par rapport au plan de gestion.

Le groupe d'experts a rendu son avis à mi-octobre. Il a été adressé à l'ensemble des ministres compétents, présidents d'assemblée et présidents des commissions parlementaires compétentes, ainsi qu'aux Ordres des Barreaux et à l'Institut de la Formation Judiciaire. Dans l'avis, l'importance d'une ratification rapide est entre autres associée à l'attention qu'il faut prêter à l'extension de l'aide juridique de deuxième ligne aux procédures de plainte individuelles et à une large information et formation sur le droit de plainte du mineur (au sens large), à destination des services entrant en contact avec des mineurs.

La ratification n'étant pas intervenue en 2013, le suivi sera assuré en 2014.

2.2 Avis dans le cadre de la rédaction de la réponse belge au questionnaire annuel de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) sur la prévention de la maltraitance d'enfants et d'autres expériences nocives pendant l'enfance

La présidente de la CNDE a renvoyé le SPF Santé Publique aux instances compétentes et a examiné et commentarié le projet de réponse fin mai.

2.3 Avis au SPF Affaires Etrangères dans le cadre de la préparation de la 22e session du Conseil des droits de l'homme

La présidente de la CNDE a rendu un avis au SPF Affaires Etrangères, dans le cadre de la 22e session du Conseil des droits de l'homme, concernant le projet de résolution droits de l'enfant et le projet de résolution de la Belgique avec la demande d'organiser un panel en septembre sur la situation d'enfants de parents condamnés à la peine de mort.

2.4 Avis dans le cadre de la préparation du rapport UNICEF et OHCHR à destination de l'Assemblée générale lors de sa 68ième session droits de l'enfant

La présidente de la CNDE a rendu un avis sur les défis actuels pour la Belgique en matière de violence, de pauvreté, du droit de l'enfant d'exprimer ses opinions et de la petite enfance.

2.5 Avis à l'UNHCR concernant son projet 'best interest determination' pour MENA en Europe occidentale

La présidente de la CNDE a participé à une concertation d'experts organisée par UNHCR et Unicef concernant leur projet 'best interest determination' pour MENA en Europe occidentale.

Suite à cette concertation elle a encore rendu un avis écrit qui accentuait particulièrement l'importance de suffisamment concrétiser le projet en fonction du contexte réel de chaque pays destinataire.

2.6 Avis dans le cadre de la réponse belge au questionnaire de la FRA concernant ses priorités pour les années prochaines et la façon dont les travaux de la FRA sont pris en compte

Dans le cadre de la préparation de son programme de travail pour les années prochaines, la FRA a consulté ses parties prenantes (dont les Etats) sur les priorités de travail que la FRA devrait de préférence mener pour l'avenir (domaines d'activités prioritaires mais aussi type de travail et de soutien souhaité de la FRA) et sur la mesure dans laquelle les travaux sont réellement pris en compte.

2.7 Avis dans le cadre de l'étude de la CE 'Children's involvement in judicial proceedings'

La présidente de la CNDE a expliqué comment en Belgique les mineurs sont impliqués dans les procédures civiles. L'étude est commanditée par la Commission européenne et effectuée par Milieu Ltd et GHK Consulting Ltd. Elle concerne les 27 Etats-membres de l'UE et la Croatie.

2.8 Contribution dans le cadre d'un questionnaire des N.U. sur l'accès à la justice

La présidente de la CNDE a rendu un avis concernant les restrictions et les bonnes pratiques que la Belgique peut faire valoir en termes d'accès à la justice pour les mineurs.

2.9 Analyse des structures intergouvernementales et de structures d'avis (interfédérales) mises en place en Belgique

Dans le cadre de la réforme envisagée de la CNDE, la présidente de la CNDE a élaboré un schéma qui permet d'examiner sur base d'une analyse de structures intergouvernementales et de structures d'avis (interfédérales) comment la continuation des six missions de la CNDE peut être garantie par de différentes structures. Ce schéma a été adressé aux membres avec voix délibérative, en vue de leur prise de décision en la matière.

2.10 Avis dans le cadre de la contribution belge au rapport de l'OHCHR en matière d'enregistrement des naissances

En application de la Résolution 22/7 du 21 mars 2013 du Conseil des droits de l'homme des N.U., l'OHCHR a transmis un questionnaire à l'ensemble des états-membres concernant les garanties en lieu pour un enregistrement systématique des naissances. La présidente de la CNDE a facilité la réponse au questionnaire qui principalement a été prise en charge par le service 'droit de la famille' du SPF Justice.

2.11 Autres avis émis

La CNDE est représentée au sein du Conseil consultatif du Vlaams Kenniscentrum Kinderrechten (KeKi) (Centre de Connaissance des Droits de l'Enfant), un forum de liaison entre la science, la politique et la pratique, un forum de rencontre pour les scientifiques et un organe consultatif (www.keki.be).

La présidente a émis un avis dans le cadre du groupe focus 'Kennisdeling over kinderrechten tussen beleid, praktijk en onderzoek' ('partage de connaissances en matière de droits de l'enfant entre la politique, le terrain et les chercheurs'), sur l'opérationnalisation des bases de données KeKi et sur les thèmes de recherches menées par le KeKi.

Le Secrétariat participe en outre systématiquement aux réunions que la Communauté française et les autorités flamandes organisent avec leurs points de contact au sein des administrations et avec la société civile. Dans ce contexte, le Secrétariat est régulièrement sollicité pour avis ou pour information.

En outre, le Vlaams Agentschap Sociaal-Cultureel Werk voor Jeugd en Volwassenen, afdeling Jeugd (section jeunesse), a consulté le Secrétariat de la CNDE dans le cadre du suivi du plan d'action flamand en matière de jeunesse et de droits de l'enfant ('le grand débat des priorités'), de l'analyse du terrain pour le nouveau plan jeunesse et droits de l'enfant et dans le cadre du groupe de réflexion sur la mise en place d'un moniteur des droits de l'enfant.

La présidente de la CNDE a également illustré les points d'attention des politiques belges de droits de l'enfant lors d'une rencontre avec une délégation de la Commission ASEAN pour Femmes et Enfants, dans le cadre de sa visite de travail au Service Européen d'Action Exterieure (SEAE) de l'Union européenne.

3 Autres projets effectués

3.1 Suivi de la façon dont les entités donnent suite aux observations finales du Comité des droits de l'enfant formulées dans le cadre des 3ième et 4ième rapports périodiques concernant la CIDE et du rapport initial OPSC

Sur base des contributions de toutes les entités concernées, le Secrétariat de la CNDE a dressé un aperçu des observations finales du Comité de l'ONU, des objectifs pour l'avenir figurant dans les rapports belges de 2008 et 2009 et des actions que prennent (prendront) les autorités en réponse à ces observations finales et objectifs. En 2013, quelques derniers éléments ont été ajoutés à la suite des plans d'action en matière de lutte contre la pauvreté (infantile).

Cet aperçu (disponible sur https://1168.fedimbo.belgium.be/sites/1168.fedimbo.belgium.be/files/explorer/2.Overzicht_COs_DTs_VAK_PA_...dd_06.12.2012.xls) peut servir, d'une part, d'outil pour la société civile qui peut ainsi suivre plus facilement les intentions, ainsi que, dans le cadre des actualisations ultérieures visées du schéma, soutenir les réalisations effectives des autorités.

D'un autre côté, l'aperçu sert d'instrument pour les autorités qui peuvent ainsi rendre compte de façon plus concrète et optimisée dans le rapport suivant (étant donné qu'il est demandé en priorité de partir des observations finales). L'aperçu permet également aux différentes autorités de s'inspirer d'une autre autorité et constitue donc implicitement une source d'échange de bonnes pratiques.

3.2 Organisation de la Conférence 'Vers une implémentation child-friendly du protocole de plainte à la CIDE'

Le 29 mars 2013, la CNDE a organisé une conférence pour favoriser la concertation entre les autorités et autres membres et experts en la matière en vue d'une implémentation child-friendly par la Belgique du troisième protocole à la CIDE établissant une procédure de présentation de communications.

Les 57 participants ont pu échanger leurs idées concernant la procédure de plainte et les points d'attention cités (rôle et responsabilités du Comité, de l'Etat et des ONG), tant au cours de la conférence que pendant les moments de rencontre informels.

Les membres intéressés de la CNDE, ainsi que quelques experts externes, dont M. Jorge Cardona (membre du Comité des droits de l'enfant des N.U.), Mme Nuala Mole (Aire Centre Royaume-Uni), M. Peter Newell (CRIN), Mme Françoise Tulkens (antérieurement vice-présidente de la CEDH), Mme Ankie Vandekerckhove (experte en child friendly justice) et M. le Prof. Em. Eugeen Verhellen, ont été intensivement impliqués dans la préparation et dans le suivi de la Conférence (cf supra, titel 2.1, advies expertengroep).

3.3 Rédaction et évaluation du plan de gestion 2013 et rédaction plan de gestion 2014

Le plan de gestion 2013 a été finalisé en janvier 2013 et approuvé par les membres ayant voix délibérative en mars 2013. Il a fait l'objet d'une évaluation intermédiaire début septembre 2013.

Le plan de gestion 2014 a été rédigé en octobre 2013 et approuvé début novembre 2013, en même temps que la demande de budget.

3.4 Envoi de newsletters

Il a été décidé de ne pas organiser de séance plénière à l'automne étant donné qu'informer simplement les membres est également possible par le biais d'une newsletter et que l'organisation d'une journée d'étude n'était pas envisageable vu la situation budgétaire de la CNDE.

Afin de tenir les membres informés des activités de la CNDE et de manière plus générale des droits de l'enfant, trois newsletters ont été envoyées (le 18 mars, le 11 juin et le 17 octobre 2013).

En outre, des informations actuelles concernant les droits de l'enfant sont régulièrement mises à disposition sur le site internet.

4 La journée nationale des droits de l'enfant

La liste des activités organisées par les membres de la CNDE autour de la sixième journée nationale des droits de l'enfant, peut être consultée sur https://1168.fedimbo.belgium.be/sites/1168.fedimbo.belgium.be/files/explorer/20_11_13_initiativens.pdf.

5 Projets en cours

5.1 Elaboration d'un canevas de rapport périodique CIDE

Le canevas approuvé le 7 décembre 2012 par les membres ayant voix délibérative a été transmis début 2013 au SPF P&O qui allait développer gratuitement la version numérique du canevas pour la CNDE, sur la base des versions Word et Excel élaborées par le secrétariat de la CNDE et avec l'accompagnement de celui-ci.

Cette mission venait toutefois s'ajouter au paquet de tâches ordinaire du service concerné. De ce fait, il ne s'est premièrement pas toujours avéré possible de satisfaire certains souhaits techniques du secrétariat car certaines applications souhaitées nécessitaient des applications informatiques supplémentaires qui n'entrent pas dans le budget du SPF P&O.

Deuxièmement, il est apparu rapidement que le SPF P&O ne pouvait pas accorder la priorité à ce projet, ce qui a provoqué des retards.

Il a déjà été mentionné au cours de l'évaluation intermédiaire du plan de gestion 2013 que de tels problèmes pourraient être évités par le biais d'une collaboration selon un timing strict avec une firme privée qui dispose du matériel informatique nécessaire ou qui peut l'acheter si nécessaire. Vu la marge budgétaire limitée de la CNDE, ce n'était toutefois pas une option.

Fin 2013, le SPF P&O a communiqué au secrétariat de la CNDE que l'ensemble du projet serait arrêté pour des raisons budgétaires. Les parties concernées ont planifié une concertation début 2014 afin de répertorier les alternatives et les modalités d'exécution concrètes de celles-ci.

5.2 Préparation de la rédaction du rapport intermédiaire du suivi par les entités des observations finales du Comité des droits de l'enfant formulées dans le cadre des 3ième et 4ième rapports périodiques concernant la CIDE et du rapport initial OPSC

Un état des lieux intermédiaire de la réalisation des observations finales par les diverses autorités au cours de la période mi-2010 - fin 2013 sera établi pour la fin 2014.

Les entités qui n'ont pas rédigé de plan d'action sur les droits de l'enfant seront invités à présenter cet état des lieux intermédiaire au moyen du canevas de rapport (cf. supra).

Les premières 'maladies infantiles' de ce canevas pourront ainsi se déclarer et être combattues avant que celui-ci ne soit utilisé pour la coordination des contributions pour les prochains 5e et 6e rapports périodiques combinés de la Belgique concernant la CIDE.

En 2013, chaque entité, sauf l'autorité fédérale, a désigné un point de contact qui se chargera ensuite pour elle de la coordination de la contribution de son autorité. Vu que la mise en forme du canevas n'a pas pu être finalisée en 2013, la préparation des sessions d'information pour les points de contacts en vue d'une utilisation uniforme du canevas de rapport (planifiées pour le printemps 2014) n'a pas pu être initiée au niveau du secrétariat. En 2014, la priorité sera donnée à la transposition vers un canevas excel.

5.3 Préparation d'une étude sur les indicateurs des droits de l'enfant et le child budgeting

Le canevas cité ci-dessus ne comprend provisoirement aucune question portant sur les données chiffrées ou sur les informations budgétaires. La CNDE entend évidemment répondre à la demande dans ce sens du Comité des droits de l'enfant des Nations-Unies.

Suite à l'approbation en 2012 du canevas, une réflexion a été engagée en 2013 au niveau national concernant l'élaboration d'indicateurs des droits de l'enfant et concernant le child budgeting.

Une note de réflexion concernant le child budgeting a été envoyée à l'automne 2013 à quelques acteurs de la société civile flamande et francophone en vue de l'affiner et de la publier. La note sera publiée au printemps 2014 dans le TJK et le JDJ. A partir d'avril 2014, elle sera également mise à disposition sur le site www.ncrk.be.

Ensuite, le secrétariat a repris en octobre 2013 le cours de la recherche d'indicateurs qui avait débuté en 2011 et qui avait conduit à une étude comparative de la littérature et à un inventaire de listes d'indicateurs existants, mais qui avait alors été provisoirement suspendue en raison des visions opposées au niveau des entités.

En effet, une conception différente de l'approche était rapidement apparue entre la Flandre (qui plaide pour une approche correcte mais pragmatique) et la FWB (qui plaide pour une approche scientifique approfondie).

Au sein de la Communauté française, l'initiative a entre-temps été prise d'élaborer des indicateurs de suivi pour le plan d'action en matière de droits de l'enfant de la FWB (attendu pour le 20 novembre 2013). L'autorité flamande s'attèle actuellement à un moniteur des droits de l'enfant (avec la participation active de la présidente de la CNDE au groupe de résonance flamand qui a été créé dans le cadre de ces travaux). Il s'agit d'indicateurs d'effet centrés sur le vécu des enfants.

Pour ces deux raisons, le secrétariat de la CNDE a décidé de suivre les progrès au niveau des deux Communautés sans prendre lui-même une troisième initiative en parallèle.

En octobre 2013, les informations disponibles au niveau national et international ont été actualisées, à la suite de quoi la présidente et la nouvelle attachée francophone, expérimentée en matière de statistiques et de gestion de banques de données, ont entamé des discussions avec plusieurs personnes de contact des entités et d'autres experts qui ont entre-temps des projets en cours d'élaboration en matière d'indicateurs et de moniteurs chiffrés. Sur la base de toutes les informations et recommandations disponibles, une note de réflexion contenant une méthodologie élaborée, un premier projet de liste d'indicateurs concernant le droit à la santé ainsi qu'une bibliographie ont été rédigés en décembre 2013 - janvier 2014.

Partant de ces documents, un commun accord sera poursuivi début 2014 entre les représentants et autres acteurs pertinents des différents pouvoirs publics, en dialogue avec les autres membres de la CNDE et des experts externes, concernant la méthodologie appropriée pour établir des indicateurs des droits de l'enfant, les principes directeurs devant être pris en compte à cet effet et les priorités qui seront fixées.

Annexes

Annexe 1: Rapport financier 2013

2013

Autorités contribuantes	budget attribué	budget reçu	manque/ excédent	solde années précédentes	total
1. Collège Commission communautaire française	4.680,00 €	4.809,09 €	129,09 €	-39,55 €	89,54 €
2. Collége réuni de la Commission communautaire commune	4.680,00 €	4.680,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
3. Gouvernement Communauté française	28.782 €	29.000,00 €	42,35 €	1.300,24 €	1.342,59 €
4. Gouvernement Communauté Germanophone	2.340,00 €	2.340,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
5. Gouvernement de la Région Bruxelles - Capitale	2.340,00 €		-2.340,00 €	0,00 €	-2.340,00 €
6. Gouvernement de la Région wallone	15.678,00 €	15.678,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
7. Gouvernement flamand	58.500,00 €	58.500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
8. Gouvernement fédéral	117.000,00 €		-57.679,72 €	-146.592,83 €	-204.272,55 €
Subtotal	**234.000,00 €**	**115.007,09 €**	**-59.848,28 €**	**-145.332,14 €**	**-205.180,42 €**

Postes	budget demandé	budget attribué	budget reçu	dépenses
Frais de personnel				
Présidente Mandat Band 1	108.807,79 €	108.807,79 €		113.390,48 €
Attaché A11	51.304,52 €	51.304,52 €		
Attaché A11	25.560,12 €	25.560,12 €		59.320,28 €
Niveau CA1	17.133,97 €	17.133,97 €		
Total	202.806,40 €	202.806,40 €		172.710,76 €
Frais d'installation				
Présidente				
2 attachés				
niveau C				
salle de réunion				
informatique 4 personnes				
Total				
Frais de fonctionnement				
fonctionnement commission	32.920,00 €	32.920,00 €		32.926,14 €
4 personnes				1.173,41 €
ICT				
	32.920,00 €	32.920,00 €		34.099,55 €
Divers				
séance plénière	5.290,00 €	5.290,00 €		4.944,30 €
interprètes	2.500,00 €	2.500,00 €		1.365,69 €
traductions	9.720,00 €	9.720,00 €		6.123,99 €
experts				
missions				
transport en commun				2.211,50 €
livres et revues	240,00 €	240,00 €		550,90 €
séminaires et formations	300,00 €	300,00 €		189,20 €
	18.050,00 €	18.050,00 €	115.007,01 €	15.385,58 €
	-	-	59.320,28 €	
Total général	**253.776,40 €**	**253.776,40 €**	**174.327,29 €**	**222.195,89 €**

solde années précédentes	**66.857,17 €**
solde au 31 décembre 2013	**18.988,57 €**

*Le SPF Justice avait budgétisé davantage pour le poste 'frais de personnel': 2 attachés et 1 niveau C', mais ne paie que le coût effectif.

Les autres entités financent € 117.000 dont € x salaire du président et € y (solde) budget de fonctionnement

Annexe 2 : Listes des membres d.d. 29 mars 2013 et 20 novembre 2013

Membres de la Commission - Leden van de Commissie – Mitglieder der Kommission

Mars / Maart / März 2013

A Membres avec voix délibérative/Stemgerechtigde leden/ Stimmberechtigte mitglieder - art. 3.1. AC/SA/ZA

Nom/Naam/Name	Représente/ Vertegenwoordigt/ Vertretert	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter	Participation à la conférence / Deelname aan de conferentie / Teilnahme an der Conferenz d.d. 29/03/2013
Dhr. Alexander HOEFMANS Kabinet van Minister van Justitie TURTELBOOM	Federale regering	Mevr. Isabelle HEYNDRICKX Kabinet van Minister van Financiën GEENS	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger:
M. Jérémie TOJEROW Cabinet du Premier Ministre DI RUPO	Gouvernement fédéral	Mme Alexia BERTRAND Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères REYNDERS	Représentant : Suppléante :
Dhr. Peter CASTEUR Kabinet minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin VANDEURZEN	Vlaamse regering	Mevr. Deirdre GEES Kabinet minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin VANDEURZEN	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger:
Mevr. Suzy BLEYS Kabinet minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke kansen en Brussel SMET	Vlaamse regering	Dhr. Dirk MOORS Kabinet minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke kansen en Brussel SMET	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger:

Frau Nathalie MIESSEN Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft Leiterin des Fachbereichs Jugendhilfe	Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft	H. Marco ZINNEN Administration	Vertreter: Stellvertreter:
M. Benoît PARMENTIER Office de la Naissance et de l'Enfance	Gouvernement de la Communauté française	Mme Dominique ROSSION Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse	Représentant : Suppléante : Présente
	Gouvernement wallon	M. Dominique LUPERTO Cabinet du Ministre-Président DEMOTTE	Suppléant :
M. Eric LUNA Cabinet Ministre-Président PICQUE compétent en matière de la Cohésion sociale Ministre en charge de la petite enfance	Collège de la Commission communautaire française de Bruxelles	M. Jérémie DROUART Cabinet du Ministre DOULKERIDIS, Président du Collège	Représentant : Suppléant :
Mme Aurélie HERREMANS Cabinet de la Ministre, compétente pour les Finances et l'Aide aux Personnes HUYTEBROECK	Collège de la Commission communautaire commune de Bruxelles	Mevr. Martine MOTTEUX Kabinet van de Minister belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen en Openbaar Ambt GROUWELS	Représentante : Présente Plaatsvervanger :

B Membres avec voix consultative/Leden met raadgevende stem/ Mitglieder mit beratender Stimme - art. 3.2.a AC/SA/ZA

1 Gouvernement Fédéral/Federale Regering/Föderalregierung

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter	Participation à la conférence / Deelname aan de conferentie/ Teilnahme an der Conferenz d.d. 29/03/2013
Premier Ministre DI RUPO	M. Jérémie TOJEROW Cabinet	M. Frédérick PIRARD Cabinet	Représentant : Suppléant :
Minister GEENS Minister van Financiën, belast met Ambtenaren-zaken	Mevr. Liesbet SOMMEN Kabinet	Mevr. Linde DE CORTE Kabinet	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger:
Ministre REYNDERS Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes	Mevr. Véronique JOOSTEN Administratie	M. David LEISTERH Cabinet	Vertegenwoordiger: Suppléant:
Minister VANDE LANOTTE Vice-Eerste Minister en Minister van Economie, Consumenten en Noordzee	Dhr. Ben SEGERS Kabinet		Vertegenwoordiger:
Minister DE CROO Vice-Eerste Minister en Minister van Pensioenen			

Ministre MILQUET Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances	Mme Viviane SCHOLLIERS Cabinet	Mme Véronique DE BAETS Institut pour l'Egalité des Femmes et des Hommes	Représentante : Suppléante :
Ministre ONKELINX Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales	Mme Déborah GUSTIN Cabinet	M. Xavier VAN CAUTER Cabinet	Représentante : Suppléant :
Ministre LARUELLE Ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture	Mme Audrey DORIGO Cabinet	Mme Pauline BIEVEZ Administration	Représentante : Suppléante :
Minister DE CREM Vice- Eerste Minister,Minister van Landsverdediging	M. Nicolas LANGE Administration	Mme Catheline REMY Administration	Représentant : Suppléante :
Minister LABILLE Minister van Overheidsbedrijven, en Ontwikkelingssamen-werking, belast met Grote Steden	Mme Elisabeth ELLEGAARD Cabinet	Mme Marie – Paule DUQUESNOY Administration	Représentante : Suppléante : Présente
Minister TURTELBOOM Minister van Justitie			
Ministre CHASTEL Ministre du Budget et de la Simplification administrative	Dhr. Christophe DELOOF Administratie	Mme Alexia PANOU Administration	Vertegenwoordiger: Suppléante : Présente

Minister DE CONINCK Minister van Werk	Dhr. Cis CAES Kabinet		Vertegenwoordiger:
Secrétaire d'Etat WATHELET Secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances, et Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, adjoint au Premier Ministre	Mevr. Anne VANDENBERGHE Administratie	Mevr. Anneliese HEEREN Administratie	Vertegenwoordiger: Verontschuldigd Plaatsvervanger: Verontschuldigd
Secrétaire d'Etat COURARD Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels et de la Politique scientifique, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique	Mme Pascale LAMBIN Cabinet	M. Philippe DUBOIS Cabinet	Représentante : Suppléant :
Staatssecretaris DE BLOCK Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoede-bestrijding, toegevoegd aan de Minister van Justitie	Mme Colette VAN LUL Office des Etrangers	Mme Anne KESTEMONT Fedasil	Représentante : Suppléante :

2 Gouvernement flamand/ Vlaamse regering/Flämische Regierung

Lid/membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter	Participation à la conférence / Deelname aan de conferentie / Teilnahme an der Conferenz d.d. 29/03/2013
Minister PEETERS Vlaams Minister-President en Minister van Economie, Buitenlands Beleid, Landbouw en Visserij en Plattelandsbeleid	Mevr. Anne APPELTANS – JANSSENS Kabinet		Vertegenwoordiger:
Minister BOURGEOIS Vice-Minister-President en Minister van Bestuurszaken, Binnenlands Bestuur, Inburgering, Toerisme en Vlaamse Rand	Dhr. Dave VAN OOSTERWYCK Kabinet	Mevr. Daphne COSTES Administratie	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger:
Minister LIETEN Vice-Minister-President en Minister van Wetenschappelijk Onderzoek en Innovatie, Overheidbedrijven, Media en Armoedebeleid	Mevr. Liesbet STEVENS Kabinet	Dhr. Tom VERMEIRE Kabinet	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger:
Minister MUYTERS Minister van Begroting en Financiën, Werk, Ruimtelijke ordening, Onroerend erfgoed en Sport	Mevr. Tinne STUKKENS Kabinet	Mevr. Nicole BOSSAERTS Kabinet	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger:

Minister SMET Minister van Jeugd, Gelijke Kansen, Onderwijs en Brussel	Mevr. Suzy BLEYS Kabinet	Dhr. Dirk MOORS Kabinet	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger:
Minister CREVITS Vlaams minister van Mobiliteit en Openbare Werken	Mevr. Minou ESQUENET Kabinet	Dhr. Damien BENOIT Kabinet	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger:
Minister VANDEURZEN Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin	Dhr. Peter CASTEUR Kabinet	Mevr. Margot CLOET Kabinet	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger:
Minister SCHAUVLIEGE Vlaams minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur			
Minister VAN DEN BOSSCHE Minister van Wonen, Energie, Sociale Economie en Stedenbeleid			

3 Gouvernement de la Communauté germanophone/ Regering van de Duitstalige Gemeenschap/Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter	Participation à la conférence / Deelname aan de conferentie / Teilnahme an der Conferenz d.d. 29/03/2013
Minister LAMBERTZ Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden	Bestimmt keinen Vertreter		
Minister MOLLERS Minister für Familie, Gesundheit und Soziales	Fr. Nathalie MIESSEN Administration	H. Marco ZINNEN Administration	Vertreter: Stellvertreter:
Minister PAASCH Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung	Bestimmt keinen Vertreter		
Minister WEYKMANS Ministerin für Kultur, Medien und Tourismus	Bestimmt keinen Vertreter		

4 Gouvernement de la Communauté française/ Regering van de Franse Gemeenschap/ Regierung der Französischen Gemeinschaft

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter	Participation à la conférence/ Deelname aan de conferentie/ Teilnahme an der Conferenz d.d. 29/03/2013
Ministre DEMOTTE Ministre-Président		M. Joël MATHIEU Cabinet	Suppléant :

Ministre ANTOINE Vice- Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Sports et de l'Enseignement de promotion sociale	Mme Geneviève LAZARON Echevine de l'Enseignement et de la Petite enfance	Mme Lucie VANDENBOSCH Groupe CdH du Parlement wallon	Représentante : Suppléante :
Ministre MARCOURT Vice-Ministre-Président et Ministre de l'enseignement supérieur	Mme Raymonde YERNA Cabinet	Mme Nadia LAHLOU Administration	Représentante : Suppléante :
Ministre NOLLET Vice-Ministre-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction Publique	M. Laurent MONNIEZ Cabinet	M. Paul GALAND Cabinet	Représentant : Suppléant :
Ministre LAANAN Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances	Mme Nicole BRUHWYLER Administration	Mme Alexandra ADRIAENSSENS Administration	Représentante : Suppléante :
Ministre HUYTEBROECK Ministre de la Jeunesse,l'Aide à la jeunesse, l'Adoption, l'Aide aux détenus	Mme Elodie VANDENBROUCKE Cabinet	Mme Bénédicte HENDRICK Cabinet	Représentante : Suppléante :
Ministre SIMONET Ministre de l'Enseignement obligatoire	Mme Marianne TILOT Cabinet	Mme Hélène JACQMIN Cabinet	Représentante : Suppléante :

5 Gouvernement wallon/ Waalse Regering/ Regierung der Wallonischen Region

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter	Participation à la conférence/ Deelname aan de conferentie/ Teilnahme an der Conferenz d.d. 29/03/2013
Ministre DEMOTTE Ministre-Président	Mme Sophie LEQUERTIER Cabinet	M. Joël MATHIEU Cabinet	Représentante : Suppléant :
Ministre NOLLET Vice-Ministre-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique	M. Laurent MONNIEZ Cabinet	M. Paul GALAND Cabinet	Représentant : Suppléant :
Ministre ANTOINE Vice-Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi et de la Formation	Mme Geneviève LAZARON Echevine de l'Enseignement et de la Petite enfance	Mme Lucie VANDENBOSCH Groupe CdH du Parlement wallon	Représentante : Suppléante :
Ministre MARCOURT Vice- Ministre-Président et Ministre de l'Économie, des PME, du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles	Mme Raymonde YERNA Cabinet	Mme Jacqueline JOURNEE Administration	Représentante : Suppléante :
Ministre DI ANTONIO Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine			

Ministre TILLIEUX Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances	M. Luc MERTENS Cabinet	Mme Mélissa WALKA Cabinet	Représentant : Suppléante :
Ministre FURLAN Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville	Mme Delphine HERNALSTEEN Cabinet	M. Marco ALIBONI Cabinet	Représentante : Suppléant :
Ministre HENRY Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité	M. Dominique PERRIN Cabinet	M. Pierre CASTELAIN Cabinet	Représentant : Suppléant :

6 Gouvernement Région de Bruxelles –Capitale / Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest/ Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter	Participation à la conférence/ Deelname aan de conferentie / Teilnahme an der Conferenz d.d. 29/03/2013
Minister GROUWELS Belast met Openbare Werken, Vervoer, Gewestelijke en gemeentelijke Informatica, Gelijke-kansenbeleid en de Haven van Brussel	Dhr. David VITS Kabinet		Vertegenwoordiger:

Ministre FREMAULT Compétent en matière de l'Emploi, de l'Economie, en ce compris la politique de revitalisation économique des quartiers et le Commerce extérieur, de la Politique agricole et de la Recherche scientifique			
Ministre-Président PICQUE Compétent en matière des Pouvoirs subordonnés, de l'Aménagement du Territoire, en ce compris les monuments et sites, de la Propreté publique, de la Coopération au Développement et de la Statistique régionale	M. Eric LUNA Cabinet	M. Stéphane AUJEAN Observatoire de l'Enfance	Représentant : Suppléant :
Secrétaire d'Etat DOULKERIDIS Compétent en matière du Logement, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente			

Ministre HUYTEBROECK Compétente en matière de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'Eau, de la Rénovation rurale et la conservation de la nature, de la Lutte contre l'Incendie, l'Aide médicale urgente, du Logement et la Rénovation urbaine	Mme Cécile GIRBOUX Cabinet	M. Bernard MATHIEU Cabinet	Représentante : Suppléant :
Secrétaire d'état MADRANE Compétent en matière de l'Urbanisme et de la Propreté publique			
Staatssecretaris DE LILLE Belast met Vervoer (met uitsluiting van de bevoegdheid over de MIVB en de infrastructuur van het openbaar vervoer en met uitsluiting van het parkeerbeleid en Cambio), Gelijke-kansenbeleid, Openbaar Ambt en Beleid tot administratieve vereenvoudiging			

Minister VANHENGEL Belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, Externe Betrekkingen en Beleid tot administratieve vereenvoudiging	Mevr. Ethel SAVELKOUL Kabinet	Mme Brigitte PATERNOSTRE Administration	Vertegenwoordiger: Suppléante:

7 Collège de la Commission Communautaire française / College van de Franse Gemeenschapscommissie / Kollegium der Französischen Gemeinschaftscommission

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter	Participation à la conférence/ Deelname aan de conferentie / Teilnahme an der Conferenz d.d. 29/03/2013
Secrétaire d'Etat DOULKERIDIS Président du Collège compétent en matière du Budget, de l'Enseignement, du Tourisme et des Relations internationales	M. Jérémie DROUART Cabinet	Mme Isabelle VANLATHEM Cabinet	Représentant : Suppléante :
Ministre FREMAULT Membre de la COCOF, compétent en matière de la Fonction publique, de la Politique de la Santé et de la Formation professionnelle des Classes moyennes	Mme Dominique MAUN Cabinet	Mme Martine STAQUET Cabinet	Représentante : Suppléante :

Ministre HUYTEBROECK Membre de la COCOF, compétente en matière de la Politique d'Aide aux Personnes Handicapées	Mme Aurélie HERREMANS Cabinet	Mme Marie CARTON Administration	Représentante : Présente Suppléante :
Ministre-Président PICQUE Membre de la COCOF, Compétent en matière de la Cohésion sociale Ministre coordinateur des droits de l'enfant	M. Eric LUNA Cabinet	M. Stéphane AUJEAN Observatoire de l'Enfance	Représentant : Suppléant :
Secrétaire d'état MADRANE Membre de la COCOF, compétent en matière de la Formation professionnelle et de la Culture	M. Mohamed LAHLALI Cabinet	Mme Sarah RAMAUT Cabinet	Représentant : Suppléante :

8 Collège réuni de la Commission communautaire commune / Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie /Vereinte Kollegium der gemeinsamen Gemeinschaftskommission

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter	Participation à la conférence/ Deelname aan de conferentie / Teilnahme an der Conferenz d.d. 29/03/2013
Ministre-Président PICQUE président de la COCOM	M. Eric LUNA Cabinet	Mme Brigitte PATERNOSTRE Administration	Représentant : Suppléante :

Ministre FREMAULT Membre de la COCOM, compétent en matière de la Politique de la Santé et de la Fonction publique	M. Philippe Henry DE GENERET Cabinet	Mme Khadija BOUDIBA Administration	Représentant : Suppléante :
Ministre HUYTEBROECK Membre de la COCOM, compétente en matière de la Politique d'Aide aux Personnes, des Finances, du Budget et des Relations extérieures	Mme Véronique GAILLY Cabinet	Mme Brigitte PATERNOSTRE Administration	Représentante : Suppléante:
Minister VANHENGEL Lid van de GGC, belast met Gezondheidsbeleid, Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen	Mevr. Ethel SAVELKOUL Kabinet	Mevr. Sophie VERHAEGEN Administratie	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger:
Minister GROUWELS Lid van de GGC, belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen en Openbaar Ambt	Mme Sabine DEANENS Kabinet	Mevr. Kim HERREMANS Administratie	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger: Aanwezig

C Membres avec voix consultative/Leden met raadgevende stem/Mitglieder mit beratender Stimme-(art. 3.2-m AC/SA/ZA)

Instantie/Instance/ Instanz	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter	Participation à la conférence/ Deelname aan de conferentie / Teilnahme an der Conferenz d.d. 29/03/2013
Collège des Procureurs généraux	M. Lucien NOUWYNCK Parquet général auprès de la Cour d'Appel de Bruxelles	Co – plaatsvervangers / Co – suppléants / Co-Stellvertreter: 1. M. Pierre RANS 2. Mme Jacqueline DEVREUX 3. Mevr. Godelieve DENEULIN 4. Mevr. Annelies LINDEMANS	Représentant: 1. Suppléant: 2. Suppléante: 3. Plaatsvervanger: 4. Plaatsvervanger:
Vereniging van de Vlaamse Provincies	Dhr. Marc WELLENS		Vertegenwoordiger:
Union des Villes et Communes de Wallonie	Mme Thérèse-Marie BOUCHAT		Représentante :
Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant	1. M. Benoît VAN KEIRSBILCK, Défense des Enfants International (DEI), section belge francophone 2. Dhr. Hans DE GREVE Plan België 3. Mme Frédérique VAN HOUCKE CODE	1. Mme Cécile CROSSET Plan Belgique 2. Mme Valérie PROVOST CODE	1. Représentant: Présent 2. Vertegenwoordiger: 3. Représentante: Présente 1. Suppléante: 2. Suppléante:

Kinderrechtencoalitie Vlaanderen	1. Mevr. Karin MAES Kinderrechtswinkels 2. Mevr. Christine MELKEBEEK Defence for Children International 3. Dhr. Jef GEBOERS Kinderrechtencoalitie	1.Mevr. Nele DESMET Kinderrechtswinkels 2. Mevr. Annemie DRIESKENS Gezinsbond 3. Mevr. Farah LAPORTE Kinderrechtencoalitie	1. Vertegenwoordiger: 2. Vertegenwoordiger: 3. Vertegenwoordiger: 1. Plaatsvervanger: 2. Plaatsvervanger: 3. Plaatsvervanger:
UNICEF België UNICEF Belgique	Mme Maud DOMINICY	1. Mme Alao KASONGO 2. Mevr. Gaëlle BUYSSCHAERT	Représentante : Présente 1. Suppléante : 2. Plaatsvervanger : Aanwezig
Rat der Deutschsprachigen Jugend	Mme Catherine WEISSHAUPT		Représentante :
Orde van Vlaamse Balies	Dhr. Geert DECOCK Advocaat Balie Gent Voorzitter Unie van Jeugdadvocaten		Vertegenwoordiger:
Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale	M. Marc THOULEN Directeur		Représentant :

Conseil Interuniversitaire de la Communauté française	1. M. Olivier DE SCHUTTER (UCL) Département de droit international, Charles de Visscher, CPDR 2. M. Jacques FIERENS (FUNDP) Département de Droit		Représentant: Représentant: Présent
Vlaamse Interuniversitaire Raad	1. Prof. Johan PUT K.U. Leuven, Faculteit Rechtsgeleerdheid 2. Prof. Wouter VANDENHOLE UA, Faculteit Rechtsgeleerdheid	1.Prof.dr. Yves HAECK Vakgroep Publiek Recht 2. Prof. Frederik SWENNEN UA, Faculteit Rechtsgeleerdheid	1. Vertegenwoordiger: 2. Vertegenwoordiger: Aanwezig 1. Plaatsvervanger: 2. Plaatsvervanger:
	Dhr. Bruno VANOBBERGEN	1. Mevr. Hilde CNUDDE 2. Mevr. Leen ACKAERT	Vertegenwoordiger: Aanwezig 1. Plaatsvervanger: 2. Plaatsvervanger :
Délégué général aux Droits de l'enfant	M. Bernard DE VOS	M. Stéphan DURVIAUX	Représentant : Présent Suppléant : Présent
Ombudsman de la Communauté germanophone	M. Cédric LANGER		Représentant :
Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Racismebestrijding/ Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte contre le Racisme	Mme Julie LEJEUNE	1. Mme Patricia LE COCQ 2. Mme Françoise DE BOE	Représentante: 1. Suppléante: 2. Suppléante:
Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten	Mevr. Jeanine BELLENS		Vertegenwoordiger:

Unie der Nederlandstalige Jeugdmagistraten	Mevr. Dominique ROOMS Jeugdrechter Brugge		Vertegenwoordiger:
Vlaamse Scholierenkoepel	Mevr. Anneleen VERMEIRE	Mevr. Nieke NOUWEN	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger:
Association des Provinces wallonnes	Mme Annick BEKAVAC		Représentante :
Comités voor Bijzondere Jeugdzorg	Mevr. Virna SAENEN Departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin	1. Mevr. Carine DEWILDE 2. Mevr. Sofie DE SMET	Vertegenwoordiger: Aanwezig 1. Plaatsvervanger: Aanwezig 2. Plaatsvervanger:
Vlaamse Jeugdraad	Dhr. Rein HAUDENHUYSE	Mevr. Lies ROELS	Vertegenwoordiger: Aanwezig Plaatsvervanger:
Vertegenwoordigers van de erkende Vlaamse administraties en instellingen	1. Dhr. Jan VANHEE Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap Administratie, Cultuur, Jeugd, Sport en media 2. Mevr. Ruth LAMOTTE Administratie, Onderwijs en Vorming	Dhr. Joost VAN HAELST Coördinator Kinderrechten Agentschap Sociaal-Cultureel werk voor Jeugd en Volwassenen	1. Vertegenwoordiger: 2. Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger: Aanwezig
Conseil de la Jeunesse	Mme Géraldine MOTTE		Représentante :

Représentants d'administrations et d'institutions reconnues de la Communauté française	1. Mme Malvina GOVAERT Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse 2. Mme Marie-Christine MAUROY Office de la Naissance et de l'Enfance	M. Michel VANDEKEERE Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse	1. Représentante : Présente 2. Représentante : Suppléant :
Ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique	Mme Cécile DELBROUCK Avocat au barreau de Liège	M. Juan VERLINDEN Avocat au barreau de Bruxelles	Représentante : Suppléant :
Deutschsprachigen Administrationen	Bestimmen keinen Vertreter		
Union francophone des Magistrats de la Jeunesse	M. Eric JANSSENS	Mme Françoise MAINIL	Représentant : Suppléante :
Union des Conseillers et des Directeurs de l'aide à la jeunesse	M. Gérard HANSEN	M. Dominique MOREAU	Représentant : Suppléant :

D Observateurs/ Waarnemers/ Beobachter (art.7 AC/SA/ZA)

Nom/Naam ___ Organisation/ Organisatie	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter	Participation à la conférence / Deelname aan de conferentie / Teilnahme an der Conferenz d.d. 29/03/2013
Senaat	Mme Fabienne WINCKEL	Mevr. Inge FAES	Vertegenwoordiger: Plaatsvervanger:

Vlaams Parlement	Mevr. Katrien SCHRYVERS		Vertegenwoordiger:
Parlement Wallon	Mme Véronique SALVI	Mme Chantal BERTOUILLE	Représentante : Suppléante : Excusée
Parlement de la Communauté française			
Parlement francophone bruxellois	Mme Caroline DESIR		Représentante :
Chambre des Représentants	Mme Marie-Christine MARGHEM		Représentante :
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale			
Parlement de la Communauté germanophone	Bestimmt keinen Beobachter		

E Uitvoerend Bureau/ Bureau Exécutif/ Exekutivbüro

	Lid/Membre/Mitglied	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter	Participation à la conférence / Deelname aan de conferentie / Teilnahme an der Conferenz d.d. 29/03/2013
Gouvernement fédéral / Federale Regering / Föderal Regierung	Dhr. Alexander HOEFMANS	Mevr. Isabelle HEYNDRICKS	Lid: Plaatsvervanger:

Gouvernement de la Communauté française / Regering van de Franstalige Gemeenschap/ Regierung der Französischen Gemeinschaft	M. Benoît PARMENTIER	Mme Dominique ROSSION	Membre : Suppléante : Présente
Gouvernement flamand / Vlaamse Regering/ Flämische Regierung	Mevr. Suzy BLEYS	Dhr. Peter CASTEUR	Lid: Plaatsvervanger:
Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune/ Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie / Vereinte Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschafts-kommission	Mme Véronique GAILLY		Membre:
Vice – Voorzitter / Vice – Président / Vizepräsident	Dhr. Jan VANHEE	Dhr. Joost VAN HAELST	Lid: Plaatsvervanger: Aanwezig
Vice – Président / Vice – Voorzitter/ Vizepräsident			
Voorzitter/ Présidente/ Präsident	Mevr. Sarah D'HONDT		Aanwezig

F Secretariaat Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind / Secretariat Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant / Sekretariat Nationale Kommission für die Rechte der Kindes

Mevr. Siska VAN DE WEYER

Mme Janina SUPRUN

A Membres avec voix délibérative/Stemgerechtigde leden/ Stimmberechtigte mitglieder - art. 3.1. AC/SA/ZA

Nom/Naam/Name	Représente/ Vertegenwoordigt/ Vertretert	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Dhr. Alexander HOEFMANS Kabinet van Minister van Justitie TURTELBOOM	Federale regering	Mevr. Isabelle HEYNDRICKX Kabinet van Minister van Financiën GEENS
M. Jérémie TOJEROW Cabinet du Premier Ministre DI RUPO	Gouvernement fédéral	Mme Alexia BERTRAND Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères REYNDERS
Dhr. Peter CASTEUR Kabinet minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin VANDEURZEN	Vlaamse regering	Mevr. Margot CLOET Kabinet minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin VANDEURZEN
Mevr. Suzy BLEYS Kabinet minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke kansen en Brussel SMET	Vlaamse regering	Dhr. Dirk MOORS Kabinet minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke kansen en Brussel SMET
Frau Nathalie MIESSEN Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft Leiterin des Fachbereichs Jugendhilfe	Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft	H. Marco ZINNEN Administration
M. Benoît PARMENTIER Office de la Naissance et de l'Enfance	Gouvernement de la Communauté française	Mme Dominique ROSSION Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse

	Gouvernement wallon	Cabinet du Ministre-Président DEMOTTE
M. Dominique VERMEIREN Cabinet Ministre-Président VERVOORT compétent en matière de la Cohésion sociale Ministre en charge de la petite enfance	Collège de la Commission communautaire française de Bruxelles	M. Jérémie DROUART Cabinet du Ministre DOULKERIDIS, Président du Collège
Mme Aurélie HERREMANS Cabinet de la Ministre, compétente pour les Finances et l'Aide aux Personnes HUYTEBROECK	Collège de la Commission communautaire commune de Bruxelles	Mevr. Martine MOTTEUX Kabinet van de Minister belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen en Openbaar Ambt GROUWELS

B Membres avec voix consultative/Leden met raadgevende stem/ Mitglieder mit beratender Stimme - art. 3.2.a AC/SA/ZA

1 Gouvernement Fédéral/Federale Regering/Föderalregierung

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Premier Ministre DI RUPO	M. Jérémie TOJEROW Cabinet	M. Frédérick PIRARD Cabinet
Minister GEENS Minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken	Mevr. Liesbet SOMMEN Kabinet	Mevr. Linde DE CORTE Kabinet
Ministre REYNDERS Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes	Mevr. Véronique JOOSTEN Administratie	M. David LEISTERH Cabinet

Minister VANDE LANOTTE Vice-Eerste Minister en Minister van Economie, Consumenten en Noordzee	Dhr. Ben SEGERS Kabinet	
Minister DE CROO Vice-Eerste Minister en Minister van Pensioenen		
Ministre MILQUET Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances	Mme Viviane SCHOLLIERS Cabinet	Mme Véronique DE BAETS Institut pour l'Egalité des Femmes et des Hommes
Ministre ONKELINX Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales	Mme Déborah GUSTIN Cabinet	M. Xavier VAN CAUTER Cabinet
Ministre LARUELLE Ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture	Mme Audrey DORIGO Cabinet	Mme Pauline BIEVEZ Administration
Minister DE CREM Vice - Eerste Minister, Minister van Landsverdediging	M. Nicolas LANGE Administration	Mme Catheline REMY Administration
Minister LABILLE Minister van Overheidsbedrijven, en Ontwikkelingssamenwerking, belast met Grote Steden	Mme Elisabeth ELLEGAARD Cabinet	Mme Marie – Paule DUQUESNOY Administration
Minister TURTELBOOM Minister van Justitie		

Ministre CHASTEL Ministre du Budget et de la Simplification administrative	Dhr. Christophe DELOOF Administratie	Mme Alexia PANOU Administration
Minister DE CONINCK Minister van Werk	Dhr. Cis CAES Kabinet	
Secrétaire d'Etat WATHELET Secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances, et Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, adjoint au Premier Ministre	Mevr. Anne VANDENBERGHE Administratie	Mevr. Anneliese HEEREN Administratie
Secrétaire d'Etat COURARD Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels et de la Politique scientifique, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique	Mme Pascale LAMBIN Cabinet	M. Philippe DUBOIS Cabinet
Staatssecretaris DE BLOCK Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de Minister van Justitie	Mme Colette VAN LUL Office des Etrangers	Mme Anne KESTEMONT Fedasil

2 Gouvernement flamand/ Vlaamse regering/Flämische Regierung

Lid/membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Minister PEETERS Vlaams Minister-President en Minister van Economie, Buitenlands Beleid, Landbouw en Visserij en Plattelandsbeleid	Mevr. Anne APPELTANS – JANSSENS Kabinet	
Minister BOURGEOIS Vice-Minister-President en Minister van Bestuurszaken, Binnenlands Bestuur, Inburgering, Toerisme en Vlaamse Rand	Dhr. Dave VAN OOSTERWYCK Kabinet	Mevr. Daphne COSTES Administratie
Minister LIETEN Vice-Minister-President en Minister van Wetenschappelijk Onderzoek en Innovatie, Overheidbedrijven, Media en Armoedebeleid	Mevr. Liesbet STEVENS Kabinet	Dhr. Tom VERMEIRE Kabinet
Minister MUYTERS Minister van Begroting en Financiën, Werk, Ruimtelijke ordening, Onroerend erfgoed en Sport	Mevr. Tinne STUKKENS Kabinet	Mevr. Nicole BOSSAERTS Kabinet
Minister SMET Minister van Jeugd, Gelijke Kansen, Onderwijs en Brussel	Mevr. Suzy BLEYS Kabinet	Dhr. Dirk MOORS Kabinet
Minister CREVITS Vlaams minister van Mobiliteit en Openbare Werken	Mevr. Minou ESQUENET Kabinet	Dhr. Damien BENOIT Kabinet
Minister VANDEURZEN Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin	Dhr. Peter CASTEUR Kabinet	Mevr. Margot CLOET Kabinet

Minister SCHAUVLIEGE Vlaams minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur		
Minister VAN DEN BOSSCHE Minister van Wonen, Energie, Sociale Economie en Stedenbeleid		

3 Gouvernement de la Communauté germanophone/ Regering van de Duitstalige Gemeenschap/Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Minister LAMBERTZ Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden	Bestimmt keinen Vertreter	
Minister MOLLERS Minister für Familie, Gesundheit und Soziales	Fr. Nathalie MIESSEN Administration	H. Marco ZINNEN Administration
Minister PAASCH Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung	Bestimmt keinen Vertreter	
Minister WEYKMANS Ministerin für Kultur, Medien und Tourismus	Bestimmt keinen Vertreter	

4 Gouvernement de la Communauté française/ Regering van de Franse Gemeenschap/ Regierung der Französischen Gemeinschaft

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministre DEMOTTE Ministre-Président		M. Joël MATHIEU Cabinet
Ministre ANTOINE Vice- Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Sports et de l'Enseignement de promotion sociale	Mme Geneviève LAZARON Echevine de l'Enseignement et de la Petite enfance	Mme Lucie VANDENBOSCH Groupe CdH du Parlement wallon
Ministre MARCOURT Vice-Ministre-Président et Ministre de l'enseignement supérieur	Mme Raymonde YERNA Cabinet	Mme Nadia LAHLOU Administration
Ministre NOLLET Vice-Ministre-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction Publique	M. Laurent MONNIEZ Cabinet	M. Paul GALAND Cabinet
Ministre LAANAN Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances	Mme Nicole BRUHWYLER Administration	Mme Alexandra ADRIAENSSENS Administration
Ministre HUYTEBROECK Ministre de la Jeunesse, l'Aide à la jeunesse, l'Adoption, l'Aide aux détenus	Mme Elodie VANDENBROUCKE Cabinet	Mme Bénédicte HENDRICK Cabinet

Ministre SCHYNS Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale	Mme Marianne TILOT Cabinet	Mme Hélène JACQMIN Cabinet

5 Gouvernement wallon/ Waalse Regering/ Regierung der Wallonischen Region

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministre DEMOTTE Ministre-Président	Mme Sophie LEQUERTIER Cabinet	M. Joël MATHIEU Cabinet
Ministre NOLLET Vice-Ministre-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique	M. Laurent MONNIEZ Cabinet	M. Paul GALAND Cabinet
Ministre ANTOINE Vice-Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi et de la Formation	Mme Geneviève LAZARON Echevine de l'Enseignement et de la Petite enfance	Mme Lucie VANDENBOSCH Groupe CdH du Parlement wallon
Ministre MARCOURT Vice- Ministre-Président et Ministre de l'Économie, des PME, du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles	Mme Raymonde YERNA Cabinet	Mme Jacqueline JOURNEE Administration
Ministre DI ANTONIO Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine		

Ministre TILLIEUX Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances	M. Luc MERTENS Cabinet	Mme Mélissa WALKA Cabinet
Ministre FURLAN Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville	Mme Delphine HERNALSTEEN Cabinet	M. Marco ALIBONI Cabinet
Ministre HENRY Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité	M. Dominique PERRIN Cabinet	M. Pierre CASTELAIN Cabinet

6 Gouvernement Région de Bruxelles –Capitale / Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest/ Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Minister GROUWELS Belast met Openbare Werken, Vervoer, Gewestelijke en gemeentelijke Informatica, Gelijke-kansenbeleid en de Haven van Brussel	Dhr. David VITS Kabinet	
Ministre FREMAULT Compétent en matière de l'Emploi, de l'Economie, en ce compris la politique de revitalisation économique des quartiers et le Commerce extérieur, de la Politique agricole et de la Recherche scientifique		

Ministre-Président VERVOORT Compétent en matière des Pouvoirs subordonnés, de l'Aménagement du Territoire, en ce compris les monuments et sites, de la Propreté publique, de la Coopération au Développement et de la Statistique régionale	M. Dominique VERMEIREN Cabinet	M. Stéphane AUJEAN Observatoire de l'Enfance
Secrétaire d'Etat DOULKERIDIS Compétent en matière du Logement, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente		
Ministre HUYTEBROECK Compétente en matière de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'Eau, de la Rénovation rurale et la conservation de la nature, de la Lutte contre l'Incendie, l'Aide médicale urgente, du Logement et la Rénovation urbaine	Mme Cécile GIRBOUX Cabinet	M. Bernard MATHIEU Cabinet
Secrétaire d'état MADRANE Compétent en matière de l'Urbanisme et de la Propreté publique		
Staatssecretaris DE LILLE Belast met Vervoer (met uitsluiting van de bevoegdheid over de MIVB en de infrastructuur van het openbaar vervoer en met uitsluiting van het parkeerbeleid en Cambio), Gelijke-kansenbeleid, Openbaar Ambt en Beleid tot administratieve vereenvoudiging		

Minister VANHENGEL Belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, Externe Betrekkingen en Beleid tot administratieve vereenvoudiging	Mevr. Ethel SAVELKOUL Kabinet	Mme Brigitte PATERNOSTRE Administration

7 Collège de la Commission Communautaire française / College van de Franse Gemeenschapscommissie / Kollegium der Französischen Gemeinschaftscommission

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Secrétaire d'Etat DOULKERIDIS Président du Collège compétent en matière du Budget, de l'Enseignement, du Tourisme et des Relations internationales	M. Jérémie DROUART Cabinet	Mme Isabelle VANLATHEM Cabinet
Ministre FREMAULT Membre de la COCOF, compétent en matière de la Fonction publique, de la Politique de la Santé et de la Formation professionnelle des Classes moyennes	Cabinet	Cabinet
Ministre HUYTEBROECK Membre de la COCOF, compétente en matière de la Politique d'Aide aux Personnes Handicapées	Mme Aurélie HERREMANS Cabinet	Mme Marie CARTON Administration
Ministre-Président VERVOORT Membre de la COCOF, Compétent en matière de la Cohésion sociale Ministre coordinateur des droits de l'enfant	M. Dominique VERMEIREN Cabinet	M. Stéphane AUJEAN Observatoire de l'Enfance
Secrétaire d'état MADRANE Membre de la COCOF, compétent en matière de la Formation professionnelle et de la Culture	M. Mohamed LAHLALI Cabinet	Mme Sarah RAMAUT Cabinet

8 Collège réuni de la Commission communautaire commune / Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie /Vereinte Kollegium der gemeinsamen Gemeinschaftskommission

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministre-Président VERVOORT président de la COCOM	M. Dominique VERMEIREN Cabinet	Mme Brigitte PATERNOSTRE Administration
Ministre FREMAULT Membre de la COCOM, compétent en matière de la Politique de la Santé et de la Fonction publique	M. Philippe Henry DE GENERET Cabinet	Mme Khadija BOUDIBA Administration
Ministre HUYTEBROECK Membre de la COCOM, compétente en matière de la Politique d'Aide aux Personnes, des Finances, du Budget et des Relations extérieures	Mme Véronique GAILLY Cabinet	Mme Brigitte PATERNOSTRE Administration
Minister VANHENGEL Lid van de GGC, belast met Gezondheidsbeleid, Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen	Mevr. Ethel SAVELKOUL Kabinet	Mevr. Sophie VERHAEGEN Administratie
Minister GROUWELS Lid van de GGC, belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen en Openbaar Ambt	Mme Sabine DEANENS Kabinet	Mevr. Kim HERREMANS Administratie

C Membres avec voix consultative/Leden met raadgevende stem/Mitglieder mit beratender Stimme-(art. 3.2-m ac/sa/za)

Instantie/Instance/Instanz	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Collège des Procureurs généraux	M. Lucien NOUWYNCK Parquet général auprès de la Cour d'Appel de Bruxelles	Co – plaatsvervangers / Co – suppléants / Co-Stellvertreter: 1. M. Pierre RANS 2. Mme Jacqueline DEVREUX 3. Mevr. Godelieve DENEULIN 4. Mevr. Annelies LINDEMANS
Vereniging van de Vlaamse Provincies	Dhr. Marc WELLENS	
Union des Villes et Communes de Wallonie	Mme Thérèse-Marie BOUCHAT	
Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant	1. M. Benoît VAN KEIRSBILCK, Défense des Enfants International (DEI), section belge francophone 2. Dhr. Hans DE GREVE Plan België 3. Mme Frédérique VAN HOUCKE CODE	1. Mme Cécile CROSSET Plan Belgique 2. Mme Valérie PROVOST CODE
Kinderrechtencoalitie Vlaanderen	1. Mevr. Karin MAES Kinderrechtswinkels 2. Mevr. Christine MELKEBEEK Defence for Children International 3. Dhr. Jef GEBOERS Kinderrechtencoalitie	1.Mevr. Nele DESMET Kinderrechtswinkels 2. Mevr. Annemie DRIESKENS Gezinsbond 3. Mevr. Farah LAPORTE Kinderrechtencoalitie

UNICEF België UNICEF Belgique	Mme Maud DOMINICY	1. Mme Alao KASONGO 2. Mevr. Gaëlle BUYSSCHAERT
Rat der Deutschsprachigen Jugend	Mme Catherine WEISSHAUPT	
Orde van Vlaamse Balies	Dhr. Geert DECOCK Advocaat Balie Gent Voorzitter Unie van Jeugdadvocaten	
Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale	M. Marc THOULEN Directeur	
Conseil Interuniversitaire de la Communauté française	1. M. Olivier DE SCHUTTER (UCL) Département de droit international, Charles de Visscher, CPDR 2. M. Jacques FIERENS (FUNDP) Département de Droit	
Vlaamse Interuniversitaire Raad	1. Prof. Johan PUT K.U. Leuven, Faculteit Rechtsgeleerdheid 2. Prof. Wouter VANDENHOLE UA, Faculteit Rechtsgeleerdheid	1.Prof.dr. Yves HAECK Vakgroep Publiek Recht 2. Prof. Frederik SWENNEN UA, Faculteit Rechtsgeleerdheid
Kinderrechtencommissaris	Dhr. Bruno VANOBBERGEN	1. Mevr. Hilde CNUDDE 2. Mevr. Leen ACKAERT

Délégué général aux Droits de l'enfant	M. Bernard DEVOS	M. Stéphan DURVIAUX
Ombudsman de la Communauté germanophone	M. Cédric LANGER	
Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Racismebestrijding/ Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte contre le Racisme	Mme Julie LEJEUNE	1. Mme Patricia LE COCQ 2. Mme Françoise DE BOE
Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten	Mevr. Jeanine BELLENS	
Unie der Nederlandstalige Jeugdmagistraten	Mevr. Dominique ROOMS Jeugdrechter Brugge	Dhr. Frederic VROMAN Substituut-procureur-generaal Gent
Vlaamse Scholierenkoepel	Dhr. Jort ORY	Mevr. Nieke NOUWEN
Association des Provinces wallonnes	Mme Annick BEKAVAC	
Comités voor Bijzondere Jeugdzorg	Mevr. Virna SAENEN Departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin	1. Mevr. Carine DEWILDE 2. Mevr. Sofie DE SMET
Vlaamse Jeugdraad	Dhr. Rein HAUDENHUYSE	Mevr. Alice KOOIJ

Vertegenwoordigers van de erkende Vlaamse administraties en instellingen	1. Dhr. Jan VANHEE Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap Administratie, Cultuur, Jeugd, Sport en media 2. Mevr. Ruth LAMOTTE Administratie, Onderwijs en Vorming	Dhr. Joost VAN HAELST Coördinator Kinderrechten Agentschap Sociaal-Cultureel werk voor Jeugd en Volwassenen
Conseil de la Jeunesse	Mme Géraldine MOTTE	
Représentants d'administrations et d'institutions reconnues de la Communauté française	1. Mme Malvina GOVAERT Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse 2. Mme Marie-Christine MAUROY Office de la Naissance et de l'Enfance	M. Michel VANDEKEERE Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse
Ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique	Mme Cécile DELBROUCK Avocat au barreau de Liège	M. Juan VERLINDEN Avocat au barreau de Bruxelles
Deutschsprachigen Administrationen	Bestimmen keinen Vertreter	
Union francophone des Magistrats de la Jeunesse	M. Eric JANSSENS	Mme Françoise MAINIL
Union des Conseillers et des Directeurs de l'aide à la jeunesse	M. Gérard HANSEN	M. Dominique MOREAU

D Observateurs/ Waarnemers/ Beobachter(art.7 AC/SA/ZA)

Nom/Naam ___ Organisation/ Organisatie	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Senaat	Mme Fabienne WINCKEL	Mevr. Inge FAES
Vlaams Parlement	Mevr. Katrien SCHRYVERS	
Parlement Wallon	Mme Véronique SALVI	Mme Chantal BERTOUILLE
Parlement de la Communauté française		
Parlement francophone bruxellois	Mme Caroline DESIR	
Chambre des Représentants	Mme Marie-Christine MARGHEM	
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale		
Parlement de la Communauté germanophone	Bestimmt keinen Beobachter	

E Uitvoerend Bureau/ Bureau Exécutif/ Exekutivbüro

	Lid/Membre/Mitglied	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Gouvernement fédéral / Federale Regering / Föderal-Regierung	Dhr. Alexander HOEFMANS	Mevr. Isabelle HEYNDRICKS
Gouvernement de la Communauté française / Regering van de Franstalige Gemeenschap/Regierung der Französischen Gemeinschaft	M. Benoît PARMENTIER	Mme Dominique ROSSION
Gouvernement flamand / Vlaamse Regering/Flamische Regierung	Mevr. Suzy BLEYS	Dhr. Peter CASTEUR
Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune/Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie / Vereinte Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission	Mme Véronique GAILLY	
Vice – Voorzitter / Vice – Président / Vizepräsident	Dhr. Jan VANHEE	Dhr. Joost VAN HAELST
Vice – Président / Vice – Voorzitter/ Vizepräsident		
Voorzitter/ Présidente/Präsident	Mevr. Sarah D'HONDT	

F Secretariaat Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind / Secretariat Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant / Sekretartiat Nationale Kommission für die Rechte der Kindes

Mevr. Siska VAN DE WEYER (jusqu'au 1er décembre)
Mme Catherine Péters (à partir du 15 novembre)
Mme Janina SUPRUN

Annexe 3 : Activités autour de la journée nationale des droits de l'enfant, 20 novembre 2013

DATES / DATA	ORGANISATI(ON)(E)S	ACTIVIT(ÉS)(EITEN)
12 novembre	Vlaamse overheid – agentschap Sociaal-Cultureel Werk voor Jeugd en Volwassenen (afdeling Jeugd)	Aankondiging op de website http://www.sociaalcultureel.be en in de nieuwsbrief 'Jeugdbeleid van a tot z' van de activiteiten die gepland worden n.a.v. de verjaardag van het VN- Verdrag inzake de Rechten van het Kind met onder meer links naar de websites van de NCRK, het Kinderrechtencommissariaat…
16-17 novembre	le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, La Commission Communautaire française l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, le Délégué général aux droits de l'enfant, la CODE (Coordination des ONG pour les droits de l'enfant - Badje (Bruxelles Accueil et Développement pour la Jeunesse et l'Enfance)	ZERO>18 festival des droits de l'enfant. Le village des droits de l'enfant est installé de 9h30 à 17h30 autour des lieux où se tiendront les spectacles et concerts qui rythmeront cette journée. Ce village sera constitué de différents stands proposant des activités de sensibilisation aux droits de l'enfant, à l'attention de différentes catégories d'âge (2,5 - 5 ans, 6 - 12 ans, 12 - 18 ans). Les enfants et les jeunes y seront invités à participer à de multiples animations en lien avec leurs droits. à le samedi 16 novembre à Charleroi (l'Eden) pour les ados à le dimanche 17 novembre à Bruxelles (Flagey) pour les 0-14 ans. www.zero18.be www.dgde.cfwb.be www.lacode.be
19 novembre	Vlaamse overheid – Kind en Gezin	Filmvoorstelling 'Kinshasa kids' op dinsdag 19 november 2013 van 12 tot 14 uur, K&G-Academie Kinshasa, Belgisch Congo. Ongeveer 30.000 kinderen zijn beschuldigd van hekserij en van huis weggestuurd. Ze leven op straat, zoals de kleine José en zijn vrienden. Een gekke impresario genaamd Bebson voegt zich bij hen en samen besluiten ze een band te vormen om hun lot in een positievere richting te sturen... Inschrijven voor de filmvoorstelling: http://www.kindengezin.be/evenementen/index.do?id=3683

20 novembre	Kinderrechtencoalitie, Liga voor Mensenrechten en Vlaamse Jeugdraad	Actie tegen de Gemeentelijke Administratieve Sancties, Brussel, Poelaertplein, 10u30 - 11u30
20 novembre	Kinderrechtswinkel en Kinderrechtencom-missariaat	Lancering brochure over kinderrechten voor het lager onderwijs
20 novembre	Kinderrechten-commissariaat	Voorstelling jaarverslag, 12u00 - 13u 30, Zaal De Schelp, Vlaams Parlement. http://www.kinderrechtencommissariaat.be/actueel/kom-jij-ook-naar-kinderrechtendag http://www.youtube.com/watch?v=BV0qHVCr7RI
20 novembre	Unicef Belgique / Unicef België	Table ronde d'experts sur l'égalité des chances à l'école Durant deux ans, UNICEF Belgique a mené un projet en collaboration avec des centaines d'enfants et de jeunes socialement vulnérables sur ce qu'ils pensent de l'égalité des chances à l'école. Leur vécu et leurs recommandations indiquent à quel point l'école est, pour beaucoup d'entre eux, un réel parcours d'obstacles qui blesse et qui exclut. La table ronde d'experts se penchera sur la question de l'égalité des chances à l'école sous la forme d'une mise en avant des bonnes pratiques et des éléments clés de celles-ci. Les résultats de cette rencontre serviront à adresser des recommandations aux décideurs politiques en charge de l'éducation en Belgique.
21-22 november	België en Raad van Europa	Europese conferentie / conférence européenne 'Volledige integratie van kinderen en jongeren met een handicap in de samenleving' http://www.vaph.be/vlafo/view/nl/8158720-Belgische+conferentie+over+de+rechten+van+kinderen+en+jongeren+met+een+beperking+op+21+en+22+november+2013.html 'Pleine inclusion des enfants et des jeunes en situation de handicap dans la société' http://www.awiph.be/youthinclusion/index.html

21 novembre	Vlaamse overheid – Kind en Gezin	Voordracht ‘Gelukkige kinderen? Kies voor hun talent’ door Luk Dewulf, op donderdag 21 november 2013 van 14 tot 16 uur, K&G-Academie Luk Dewulf gaat op een boeiende manier dieper in op het belang van talent bij kinderen en jongeren. Hij toont hierbij aan hoe invloedrijk de ontwikkeling ervan is voor hun toekomst en geluk. Kinderen aanspreken op hun talent en focussen op wat ze graag doen, bezorgt hen een positief zelfbeeld, meer veerkracht en zelfvertrouwen. Inschrijven voor de voordracht van Luk Dewulf: http://www.kindengezin.be/evenementen/index.do?id=3684

Annexe 4 : Activités de la Commission

Membres avec voix délibérative et Bureau: réunions du 1er février 2013 et du 15 mars 2013, du 24 septembre 2013 et du 4 novembre 2013

Conférence du 29 mars 2013

Sélection d'une attachée francophone: 23 mai (briefing) et 27 mai (sélection)

Consultation avec le SPF P&O (canevas rapport CIDE): 3 juin 2013

Implémentation du protocole de plainte: Groupe de travail et dialogue entités-société civile : 4 juin 2013, 21 juin 2013, 4 novembre 2013 et 6 décembre 2013

Annexe 5: Réunions externes, journées d'études, congrès et représentations

La Présidente et le Secrétariat de la CNDE ont donné des explications concernant le fonctionnement de la CNDE aux occasions, journées d'études et congrès qui suivent:

21 février 2013:

Commission de l'Asean pour les Droits des Femmes et des Enfants: présentation des politiques belges des droits de l'enfant et 'questions et réponses', Bruxelles, sur invitation du SPF Affaires Etrangères et du Service Européen d'Action Exterieure (SEAE) de l'UE

3 mai 2013:

Séance de clôture de KRAS (anciennement Scholierenparlement), Bruxelles

La présidente et le Secrétariat de la CNDE ont donné des avis aux occasions suivantes:

Conseil consultatif Keki:

conseil consultatif: 24 avril 2013

journée d'étude 'Base de données droits de l'enfant » : 6 juin 2013

groupe focus: 'Partage des connaissances sur les droits de l'enfant entre politique, pratique et recherche', 7 novembre 2013

Concertation CoorMulti et autres consultations par le SPF Affaires Etrangères:

En 2013, la collaboration a été limitée à des avis par voie électronique.

Groupe de réflexion sur le droit des jeunes et des enfants, Agence de travail socioculturel pour la jeunesse et les adultes, Autorité flamande, Bruxelles

Réunions du 15 mars 2013, du 17 mai 2013 et du 20 septembre 2013

Klankbordgroep Kinderrechtenmonitor (groupe de suivi moniteur des droits de l'enfant)

Réunions du 18 janvier 2013 et du 25 avril 2013

Groupe de suivi CIDE, OEJAJ, Communauté française, Bruxelles

Réunions du 5 mars 2013, du 26 juin, du 1er octobre 2013 et du 9 décembre 2013

Consultation par l'UNHCR "Consultation Meeting on Joint UNHCR-Unicef Guidance on the Determination of Durable Solutions in the Best Interests of the Child in Industrialised Countries (European context)", UNHCR Bureau for Europe, Bruxelles, 15 mai 2013

Milieu Ltd: contribution à l'étude que Milieu Ltd en partenariat avec GHK gère pour la Direction Générale de la Justice de la Commission Européenne au sujet de l'implication des enfants dans des procédures judiciaires (pénales, civiles et administratives), volet procédures civiles.

Contribution au VUB-Research Group on Human Rights (HUMR), rapport de 2013 sur « Les Droits de l'Enfant et la Protection de l'Enfant » pour le Fundamental Rights Agency (FRA)

ENOC 17th Annual Conference "Children on the move: children first!", présentation pendant le workshop sur les familles en migration

Consultation en tant que partie prenante ('stakeholder') :

6 février 2013: concertation avec le Kinderrechtencommissaris et le DGDE concernant les projets communs

20 septembre 2013: Het Groteprioriteitendebat (le grand débat des priorités), Agence de travail socioculturel pour la jeunesse et les adultes, Communauté flamande, Leuven

Procédures de recrutement:

25 février 2013: consultation avec le Selor pour la préparation de tests de sélection pour le recrutement d'un attaché francophone

Mars et avril 2013: sélection

La présidente et le Secrétariat de la CNDE ont également pris part aux journées d'études, congrès, groupes de travail et présentations suivants, afin de rester au courant de la recherche, de la législation et des derniers développements:

19 février 2013:

Echange de points de vue sur la cartographie du terrain des droits de l'enfant en Flandre, Bruxelles, Parlement flamand, Commission Culture, Jeunesse, Sport et Médias
25 février 2013:

Présentation 'informations actuelles banques de données juridiques et autres moteurs de recherche électroniques', K.U. Leuven, Leuven

21 mai 2013:

Conférencière invitée Mme Navi Pillay, Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, K.U. Leuven, Leuven

17 juin 2013:

Journée d'étude sur les instruments d'information aux jeunes, organisation "De Ambrassade", Berchem

18 juin 2013:

La protection internationale et les solutions durables pour les mineurs étrangers non-accompagnés (MENA): quelle place pour les besoins et les droits de l'enfant?, Plateforme

Kinderen op de vlucht, Schaarbeek

22 novembre 2013 :

Conférence sur le thème de la « Pleine inclusion des enfants et des jeunes en situation de handicap dans la société », Conseil de l'Europe – Belgique, Bruxelles.

5 décembre 2013 :

Conférence « La protection de la jeunesse en réforme. Recherches et pratiques / de Wet op de jeugdbescherming in hervorming. Onderzoek en praktijk", INCC/NICC – ULB, Bruxelles

Projet indicateurs des droits de l'enfant : interviews

10 décembre 2013 : interview Mme Isabelle Détry, INCC

12 décembre 2013 : interview Mme Trees De Bruycker, Agence flamande de travail socioculturel pour la jeunesse et les adultes, département Jeunesse

13 décembre 2013 : interview M. Rudy Van Dam, coordinateur indicateurs sociaux, SPF Sécurité Sociale

16 décembre 2013 : interview Mme Anne Swaluë, OEJAJ

Annexe 6 : Formations et certificats obtenus

Certificat art. 7 Frans, Sarah D'hondt (29 januari 2013)

Annexe 7 : Publications de ou concernant la CNDE

Wolters Kluwer, Politiek zakboekje Instellingen 2013 et Mémento des Institutions, édition 2013

Sarah D'HONDT et Siska VAN DE WEYER, « 3ième protocole à la CIDE. Vers une implémentation adaptée aux enfants ? », JDJ oktober 2013, 10-14.